

nement pas excéder la moitié de la recette brute, les intérêts et bénéfices seraient donc fort considérables, et méritent l'attention sérieuse de tous ceux qui, tout en veillant d'abord à leurs propres affaires, sont prêts à contribuer à toute entreprise destinée à maintenir et augmenter la prospérité du pays.

Le temps est venu pour la Cité de Québec et toute la rive du Nord jusqu'à Montréal et au-delà, de montrer qu'elles apprécient les avantages du chemin de fer proposé. Il s'agit ici en effet d'une entreprise toute nationale. Ce chemin doit traverser le cœur de notre pays, relier ensemble nos deux principales villes, et répandre au milieu de la nombreuse et industrielle population du Nord une activité toute nouvelle. Il s'agit de faire passer sur notre territoire l'immense trafic de l'Ouest qui nous appartient de droit.

Nous ne voudrions pas nous traîner péniblement vers nos frontières pour conduire humblement à nos voisins un chemin de fer, dont ils se serviraient pour attirer à eux le plus clair de notre substance et de notre commerce. Notre chemin de fer doit être tout chez nous et tout pour nous. Et lorsque nos affaires commerciales ou autres nous attireront aux Etats-Unis, nous nous trouverons à Montréal en communication avec des chemins de fer qui, en 12 ou 15 heures, nous porteront à Boston ou New-York. Que peut-on désirer et qu'y a-t-il de plus rapide dans cette direction ?